

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 22

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article 22

1. Les dépenses administratives entraînées pour les institutions par les dispositions visées au présent chapitre sont à la charge du budget de l'Union.
2. Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en œuvre desdites dispositions sont également à la charge du budget de l'Union, à l'exception des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense et des cas où le Conseil en décide autrement à l'unanimité.

Quand une dépense n'est pas mise à la charge du budget de l'Union, elle est à la charge des États membres selon la clé du produit national brut, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité, n'en décide autrement. Pour ce qui est des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense, les États membres dont les représentants au Conseil ont fait une déclaration formelle au titre de l'article 9, paragraphe 1, deuxième alinéa, ne sont pas tenus de contribuer à leur financement.

2bis Par dérogation à l'article Y (procédure budgétaire annuelle), le ministre des affaires étrangères élabore le chapitre du projet de budget de l'Union relatif aux dépenses de la PESC, dans le respect du cadre financier pluriannuel. En cas de désaccord entre le Parlement et le Conseil à l'issue de la procédure budgétaire, le montant proposé par le ministre des affaires étrangères pour ces dépenses est inscrit au budget.

2ter Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution des dépenses de la PESC.

- 3.** Une ligne du budget de l'Union destinée au financement d'urgence d'initiatives dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune et notamment aux ~~activités préparatoires d'une~~ missions visées à l'article 30, paragraphe 1 de la Partie I de la Constitution est créée, Des procédures spécifiques sont mises en place pour garantir l'accès rapide aux crédits

inscrits sur cette ligne et leur utilisation effective dans les délais imposés par les situations concernées. **Lorsque le montant de cette ligne s'avère insuffisant en cours d'année, un budget rectificatif est immédiatement proposé par le ministre des affaires étrangères. Dans ce cas, le Parlement européen et le Conseil statuent dans un délai [huit/quinze jours].**

Les ~~activités préparatoires des~~ missions visées à l'article 30, paragraphe 1 de la Partie I de la Constitution, qui ne sont pas mises à la charge du budget de l'Union, sont financées par un fonds ~~de lancement~~, constitué de contributions des États membres **selon la clé PNB**.

Le Conseil adopte à la majorité qualifiée sur proposition du Ministre des Affaires étrangères :

- les modalités de l'institution et du financement du fonds, notamment les montants financiers alloués au fonds ainsi que les modalités de son remboursement ;
- les modalités de gestion du fond ;
- les modalités de contrôle financier.

Lorsqu'il envisage une mission visée à l'article 30 paragraphe 1, de la Partie I de la Constitution, qui ne peut être mise à la charge du budget de l'Union, le Conseil autorise le Ministre des Affaires étrangères à utiliser ce fonds. Le Ministre des Affaires étrangères fait rapport au Conseil sur l'exécution de ce mandat.

Explication éventuelle :